



# Rapport d'activités

# Année 2018

Assemblée Générale ordinaire du 21 mai 2019

# Sommaire

<b>1 – Notre fédération</b>	<b>4</b>
• Nos valeurs, missions et objectifs stratégiques	4
• Gouvernance et équipe	5
• Nos membres	6
<b>2 – Nos actions</b>	<b>7</b>
• Dispositif Entreprise d’Insertion	7
• Dispositif IDESS	8
• Secteur des Titres-services	10
• Autres secteurs - Dossiers transversaux	11
• Nos mandats	15
• Services aux membres	18
<b>3 – Nos projets</b>	<b>20</b>
• VISES 2015-2020	20
• Demain, l’entreprise d’insertion	20
<b>Annexes</b>	<b>22</b>
• Liste des membres	22
• Partenaires	26

## EDITO

2018 a été une année charnière pour notre fédération qui a, pour la première fois, fait face à des difficultés importantes de financement remettant en cause sa pérennité.

Nous sommes aujourd'hui dans une situation paradoxale : la fédération a pris de l'ampleur, a ancré sa représentation et confirmé sa reconnaissance ; pourtant, elle n'a jamais été aussi fragile. Elle fonctionne depuis sa création grâce aux cotisations des membres et le subventionnement pour la réalisation de projets externes. Mais, les difficultés de plus en plus importantes d'obtenir ces financements par projets ont mis en péril l'équilibre de la fédération qui a dès lors interpellé ses membres.

Vous avez répondu à notre interpellation début 2018 et confirmé votre souhait de maintenir la fédération en validant une augmentation de cotisations permettant de parer aux urgences des prochains mois. Ce signal positif fort nous encourage dans la voie prise.

Cependant, ces difficultés nous ont amené à nous questionner : sur le travail réalisé, sur la satisfaction de nos membres et l'orientation à prendre pour notre fédération. Notre association a grandi, nous avons élargi nos terrains d'actions d'abord au secteur des titres-services puis aux IDESS, nous avons obtenu de nouveaux mandats et développé notre rôle de lobbying politique, nous avons confirmé notre rôle d'interlocuteur auprès du SPW et du Ministre de l'Economie.

Après avoir développé notre rôle politique, il nous semble important aujourd'hui de recentrer nos actions vers nos membres, ceux pour qui nous travaillons, ceux qui nous font vivre. Notre enjeu sera d'équilibrer les combats politiques tout en restant une fédération proche de ses membres. Ce sera notre priorité pour les prochains mois.

Cependant, tout ceci ne pourra se faire que dans un environnement stable. L'année 2019 sera donc aussi celle durant laquelle nous rechercherons un financement pérenne. En plus d'une volonté d'augmenter nos membres et la recherche de nouveaux projets de financement, nous allons également nous « battre » pour une reconnaissance officielle de la fédération en tant qu'unique organe de représentation des IES, EI et IDESS et solliciter le soutien financier nécessaire auprès de la région wallonne. Nous espérons pouvoir compter sur nos partenaires pour nous soutenir dans cette démarche.

Nous remercions nos membres pour leur soutien, leur encouragement. Nous mettons tous les moyens nécessaires pour satisfaire au mieux leurs besoins et attentes.

Rappelons que, seule, la fédération n'existe pas, elle est le fruit de ses membres !

Isabelle COLINET, Président

### Nos valeurs, missions et objectifs stratégiques

---

**Pluralisme**  
**Proximité** **Qualité**  
**Responsabilité**  
**Ethique** **Réactivité**  
**PARTENARIAT**

**Nos missions principales** sont de :

- ✓ Représenter les initiatives d'économie sociale, les entreprises d'insertion et les IDESS reconnues par la Région wallonne auprès des interlocuteurs publics.
- ✓ Promouvoir ces entreprises et défendre leurs intérêts.
- ✓ Soutenir, conseiller et professionnaliser ces entreprises dans les divers aspects de leurs activités économiques et sociales afin de favoriser leur développement.

**Nos objectifs stratégiques :**

- ✓ Regrouper 2/3 des EI et 1/3 des IDESS agréées
- ✓ Œuvrer pour une reconnaissance plus large des entreprises
- ✓ Représenter les IES, EI et IDESS auprès des interlocuteurs publics et défendre leurs positions
- ✓ Recueillir les attentes des membres et leur proposer des solutions
- ✓ Tenir à jour des données statistiques sur le secteur
- ✓ Collecter et diffuser toutes les infos concernant les IES, EI et IDESS
- ✓ Organiser des lieux d'échanges et de rencontres
- ✓ Développer l'expertise du secteur et élaborer des outils pour aider les membres

# Gouvernance et équipe

---

## Le Bureau exécutif

Isabelle COLINET, Présidente

Bénédicte FRANCOIS, Administratrice

Jacques RORIVE, Vice-président

Hervé SAMYN, Administrateur

## Le Conseil d'Administration

B-TEAM safs – Nathalie CLAES

CAIPS ASBL – Jean-Luc VRANCKEN

EKOSERVICES Belgique scrifs – Ophélie LABABSA

JEFAR T SERVICES scrifs – Jacques RORIVE (Vice-président)

HOME NET SERVICES scrifs – Denis MORRIER

LA LOCOMOBILE scrifs – Alexandre BORSUS

LES COUPS DE POUCE FLEURUSIEUNS scrifs – Bénédicte FRANCOIS

MAXINET CENTRE scrifs – Isabelle COLINET (Présidente)

NEUPRE NET SERVICES scrifs – Hervé SAMYN

POLE DES SERVICES scrifs – Vincent LAUREYS

PROXEMIA scrifs – Eric BERNARD

RES asbl – Etienne DEWANDELER

TRI-TERRE safs – William WAUTERS

TRUSQUIN TITRES-SERVICES scrifs – Patrice BORCY

## L'équipe

Anne-Sophie CHRONIS (1 ETP) – Coordinatrice

Vanessa BENVISSUTO (1/2 ETP) – Conseillère juridique

Guillaume FLORIN (1 ETP) – Conseiller IDESS

Caroline RENOUPREZ (1 ETP) – Conseillère économique

## Nos membres

---

**Au 31/12/2018, la fédération compte 94 membres : 81 EI (dont 4 sont également IDESS), 12 IDESS, 4 fédérations et 1 IES.**

**Notre objectif de représentation de 15% d'IDESS est atteint !**

La liste complète des membres se trouve en annexe.

### 7 nouveaux membres !

**DEPARTEMENT IDESS DU CPAS DE LIEGE** assure depuis 2008 du transport social, des travaux d'entretien, de réparation et d'aménagement de l'habitat et d'aménagement de parcs et jardins.  
Personne de contact : Tania WOLKOF

**LE RATON LAVEUR scrifs** est une entreprise d'insertion située à Thuin qui réalise des activités en titres-services et en blanchisserie.  
Personne de contact : Maité LAMBELIN

**CSD CENTRES ET SOIGNIES & CSD CHARLEROI** ont pour mission d'organiser un ensemble de services variés (aides familiales et ménagères, soins infirmiers, gardes à domicile, repas à domicile, télévigilance, prêt de matériel, ergothérapie...) répondant aux besoins des personnes qui restent à domicile. Les 2 IDESS réalisent des travaux de bricolage et du transport.  
Personne de contact : Vincent WUILMART

**CYREO scrifs** développe des activités permettant de préserver les ressources, valoriser les biens usagés et créer de l'emploi pour des travailleurs éloignés du marché du travail. Son mode de gestion participative et les valeurs de solidarité qui l'animent au quotidien suscitent des impacts positifs sur les plans économiques, sociaux et environnementaux.  
Personne de contact : Vincianne GILARD

### Ils nous quittent

Picobel'eau scrifs (titres-services) ; Vitalité Services scrifs (titres-services)

**LE DEPARTEMENT IDESS « Bien chez Toit »** émane de l'association de 13 CPAS « Integra + » du sud de la province de Liège/nord de la province du Luxembourg. Il assure depuis 2015 un magasin social ainsi que du transport social et des travaux d'entretien, d'aménagement et de réparation de l'habitat.  
Personne de contact : Bruno GALASSE

**AGE D'OR SERVICES LIEGE scrifs** est une IES située à Liège qui réalise des activités en titres-services.  
Personne de contact : Fati HABACHI.

## **Lancement de la représentation des IES (avec 1 siège réservé au CA).**

Prévu dans nos statuts depuis 2015, la fédération a entamé un travail d'identification et de rencontres des initiatives d'économie sociale ayant un statut de société à finalité sociale.

Nos statuts ont été aménagés et prévoient la réservation d'un mandat d'administrateur à une IES membre effectif.

En 2018, nous avons accueilli 1 IES SFS actives dans le secteur des TS.

## **2 - Nos actions**

### **Dispositif Entreprise d'Insertion**

#### **Journée de l'accompagnateur social**

Le 7 novembre 2018 et le 29 janvier 2019 se sont tenues les deux premières éditions de notre journée des accompagnateurs sociaux : 70 participants ont consacré une journée à réfléchir ensemble aux meilleures stratégies pour progresser dans leur métier.

#### **Qu'est-ce qu'un Forum ouvert ?**

Pour nos deux premières éditions, le choix de la forme de l'événement s'est porté sur celle d'un Forum ouvert. Avec cette méthode, les participants déterminent les thèmes abordés et chacun peut choisir les sujets qui lui tiennent à cœur. Le Forum ouvert offre un espace de liberté et de rencontre autour de questions communes.

#### **Que ressort-il de ces deux journées ?**

De ces 2 journées, divers axes de travail ont émergé : le besoin d'outils permettant la réalisation de la fonction d'AS, la

question de la position de l'AS : entre gestion sociale et enjeux de rentabilité de l'entreprise. Par ailleurs, tous ont confirmé **le besoin des accompagnateurs sociaux de mettre en place des espaces plus réguliers d'échanges et d'intervisions entre pairs**. La création d'une communauté d'accompagnateurs sociaux pourrait alors permettre le partage d'information, la mise en place de collaborations à l'échelle locale, ou encore de libérer la parole des AS et leur offrir un espace pour se défaire de l'accumulation de la charge émotionnelle inhérente à leur fonction.

#### **Accompagner dans l'opérationnalisation du Décret 2016**

Une **réunion trimestrielle** entre l'équipe de la DGO6 et la fédération a été instaurée en 2018. Ces réunions périodiques permettent d'entretenir la collaboration, de faire remonter des problématiques de terrain et de récolter des informations à transmettre aux membres.

Depuis l'entrée en vigueur du Décret 2016, nous travaillons à assurer son opérationnalisation. En 2018, plusieurs dossiers ont été traités :

- Appréhension et utilisation du **nouvel outil en ligne** (Pandora) ainsi que création des accès Csam nécessaires. Ces interventions ont eu lieu soit au siège de l'entreprise, par téléphone ou encore via Teamviewer.
- Analyse et prise de position relative à la méthode de subventionnement et plus précisément à « **la notion de travailleur supplémentaire** » et la notion « **d'ETP contractuel** » pris en compte pour le calcul de la subvention. Des échanges avec l'Administration, une interpellation du Cabinet et une question parlementaire ont été réalisés sur ce sujet.
- Analyse et information des membres sur les nouvelles **procédures administratives** : formulaire du rapport d'activités, formulaire relatif au quota de 50% des travailleurs du public-cible, formulaire relatif à la déclaration *de minimis*
- Analyse de diverses problématiques : les entreprises de catégorie B, les réserves immunisées. Et mise à disposition d'outils relatifs au subventionnement et plus précisément à la **sortie d'un travailleur** et son impact pour l'entreprise.
- Alimenter et proposer des outils visant l'obtention de la **subvention Economie Sociale** (offre de formation pour les travailleurs, liste des thématiques acceptées par la DGO6 dans le cadre de l'organisation de commission spécifiques).

## Accompagner à la clôture du Décret 2012

L'équipe de la Fédération a apporté son soutien à la clôture du Décret de 2012, que ce soit par des conseils individuels dispensés aux membres, l'audit des tableaux de subventions envoyés par le SPW, des rencontres et des contacts fréquents avec le SPW permettant d'éclaircir des points de réglementation et de porter des problématiques et des demandes à leur connaissance.

## Dispositif IDESS

### Instaurer et alimenter la CP327.00 pour les IDESS SFS

En 2018 nous avons démarré les travaux en vue d'instaurer une commission paritaire spécifique pour les IDESS SFS. L'objectif est de proposer un cadre clair et stable pour les structures ainsi que de bonnes conditions de travail pour les travailleurs. Atout EI négocie directement avec les syndicats en vue de faire valider les Conventions Collectives de travail. C'est l'EWETA, en tant que fédération partenaire qui siège au sein de la CP 327, qui validera les CCT réalisées entre Atout EI et les syndicats.

Une 1<sup>ère</sup> réunion avec l'EWETA et la présidente de la CP327.00 a eu lieu le 24/05/18 pour définir le mode de travail entre Atout EI et l'EWETA. Deux réunions (11/10/18 et 29/11/18) se sont déroulées avec les syndicats. Ces rencontres se poursuivent en 2019 en vue d'établir les CCT.

## **Transfert du dispositif du *De minimis* vers un mandatement SIEG**

Suite au changement de majorité wallonne intervenu durant l'été 2017, Atout EI en partenariat avec Concert'ES, a proposé différentes modifications en vue d'améliorer le dispositif IDESS. Le nouveau Ministre de l'économie a décidé d'inclure dans son décret programme le transfert du dispositif IDESS du *De Minimis* vers un mandatement SIEG. Dans les faits, les structures IDESS ne seront plus bloquées dans leur développement étant donné la suppression du plafond qui empêchait de dépasser plus d'une dizaine de travailleurs du public-cible. Nous travaillons maintenant à l'opérationnalisation de ce changement.

## **Informier et conseiller les membres IDESS sur la réglementation via la réalisation d'outils**

En 2017, nous avons initié un travail sur les activités autorisées via des rencontres avec les IDESS. Ces rencontres ont permis de faire émerger un grand nombre de questions qui ont fait l'objet d'un recueil et qui ont été transmises et discutés avec la DGO6 (06/02/18) en vue d'une clarification. De cette réunion a découlé la rédaction par la DGO6 d'un FAQ à disposition des IDESS. Ce document est disponible sur le site internet du SPW et d'Atout EI.

## **Réaliser une analyse statistique des IDESS**

Une première analyse statistique du secteur a été réalisée sur base des rapports d'activité des IDESS. En dépit des difficultés pour récolter ces données, différentes informations ont pu être collectées principalement sur les effectifs des entreprises, les travailleurs du public-cible, l'encadrement, etc.

## **Réforme APE**

Suite au lancement par le Ministre Jeholet d'une réforme du dispositif APE, Atout EI a travaillé activement a réalisé des propositions en vue de permettre la meilleure réforme possible pour les IDESS. L'encadrement des travailleurs en IDESS étant financé par le dispositif APE, cette réforme allait impacter fortement les IDESS.

Un courrier afin de questionner le Ministre sur le traitement et l'octroi de points APE ainsi que les conséquences de la réforme a été envoyé et cosigné par 2 fédérations partenaires. Atout EI est resté vigilant tout au long de l'année à l'avancement des travaux de la réforme. De nombreux contacts ont été établis avec le Cabinet et la DGO6 concernant ce dossier.

## **Organiser des séances d'information et des groupes de travail spécifiques aux IDESS**

Le 20/09/18 a eu lieu la première formation spécifique au dispositif IDESS donnée par Atout EI. Celle-ci s'est déroulée à Namur avec 12 participants, émanant de 8 structures différentes. Nous avons également organisé 2 groupes de travail spécifiques au dispositif IDESS en vue d'alimenter le mémorandum de la Fédération. Ces réunions se sont déroulées durant l'été 2018. Enfin, un groupe de travail portant sur les suites du mémorandum et l'actualité du dispositif IDESS s'est déroulé lors de la matinée de l'insertion du mois de décembre 2018

## Secteur du Titre-service

Le secteur fait l'objet d'une attention particulière de la fédération qui souhaite l'amener progressivement vers davantage de stabilité mais aussi de qualité dans les emplois proposés. Le secteur est face à des enjeux importants qui définiront à l'avenir les contours de son fonctionnement. Les pouvoirs publics doivent **reconnaitre et soutenir ce secteur**, porteur de plus de 48.000 emplois en Wallonie à travers 673 entreprises, mais aussi sans aucun doute à la qualité des emplois proposés et à la **faisabilité du métier**. Le secteur est de plus en plus confronté à des difficultés de recrutement, à l'augmentation des maladies de longue durée ou encore des questionnements sur l'aménagement des fins de carrière des travailleurs âgés.

Toutes ces questions doivent être au centre des préoccupations des acteurs du secteur et nous soutenons toutes les actions qui pourront y apporter des réponses concrètes. Nous pensons que la régionalisation du dispositif apporte les conditions favorables à ces changements. C'est donc à nous de l'exploiter de façon adéquate.

### Etude sur la faisabilité du métier

Le fonds de soutenabilité, instauré pour générer des politiques visant à améliorer la faisabilité du métier, a commandité une étude à l'organisme *Idea Consult* visant à dresser un inventaire des difficultés psycho-médico-physiques du métier d'aide-ménagère mais aussi à envisager les conséquences de la très grande flexibilité du secteur pour les travailleurs et enfin proposer des solutions pragmatiques aux problèmes identifiés.

Cette étude intitulée « **Travail faisable et maniable dans le secteur des TS** » a émis une série de constats et recommandations qui feront l'objet de discussions au sein du fonds *Form TS* afin de proposer des actions et mesures à prendre pour répondre aux difficultés du secteur. De plus, une conférence de presse a été organisée par *Form TS* le 5 septembre 2018 pour présenter les résultats.

### Documentaire « Au bonheur des dames ? »

Atout EI a été partenaire de ce film-documentaire produit par *Les Films de la Passerelle* et distribué en Belgique par *Le Parc Distribution*, l'antenne de distribution des Grignoux. Le documentaire met en lumière huit femmes, employées du secteur, qui parlent de leur quotidien de « femme de ménage », comme on le dit encore souvent. Elles abordent des sujets méconnus du grand public : les problèmes de santé liés à cette profession, le manque de reconnaissance, l'importance du relationnel avec le client, la précarité de l'emploi... Un éclairage nécessaire sur notre secteur, deuxième employeur le plus important de Belgique.



Ce film a été mis à disposition des acteurs du secteur comme outil de réflexion et de sensibilisation sur les réalités du métier.

## Projet d'AGW modificatif

En décembre 2018, un projet d'AGW modifiant certaines dispositions du secteur nous a amené à une vive réaction tant son contenu marque un retour en arrière pour le développement d'un secteur de qualité. Ce projet vise notamment à **supprimer la possibilité de former des travailleurs vers un autre emploi hors secteur TS**. Nous avons vivement contesté cette position qui ferme les yeux sur la pénibilité du métier, les absences maladies de plus en plus longues et le peu de possibilité d'évolution interne. Il nous semble en effet primordial que le secteur s'empare de ses difficultés pour y apporter des solutions structurelles (dont la formation visant la mobilité fait partie). Par ailleurs, ce texte reporte l'entrée en vigueur de **l'obligation d'une moyenne de 19h/semaine** pour les travailleurs TS. Nous estimons qu'il relève du secteur de proposer à ses travailleurs un contrat de travail de qualité, stable et de réduire la flexibilité des travailleurs avec usage excessif d'avenants qu'amènent des temps partiels inférieurs à 19h.

Le projet de texte est passé en 2<sup>ème</sup> lecture en avril 2019. Nous continuons de suivre son évolution.

## Autres secteurs - Dossiers transversaux

---

### Mémorandum 2018

A la veille des élections régionales, fédérales et européennes de mai 2019, la fédération a consulté l'ensemble de ses membres afin de produire un mémorandum qui plaide pour le maintien d'un Etat redistributif via une sécurité sociale forte et le soutien à des services publics et d'intérêt général proposant des emplois de qualité, qui favorisent l'inclusion de tous, la cohésion sociale, le mieux vivre ensemble et la qualité de vie. 8 réunions avec les membres ont été organisées et ont abouti à la rédaction d'un mémorandum reprenant 78 demandes et préoccupations concernant 6 thématiques :

- Le dispositif Entreprise d'Insertion
- Le dispositif IDESS
- Les aides à l'emploi et en particulier la mesure SINE
- Le dispositif des titres-services
- Les services d'inspection
- Les enjeux d'avenir

### Défendre la mesure SINE

Dans un contexte de réforme des diverses mesures d'aide à l'emploi, la mesure SINE, essentielle à nos entreprises, risque elle aussi d'être soumise à une refonte. Afin d'anticiper ces changements, la fédération a lancé fin 2017 un groupe de travail interne visant à élaborer des propositions pour défendre, sécuriser ou adapter la mesure. Ces travaux ont été confrontés avec la réalité de l'agenda politique début octobre puisque Atout EI et Concert'ES ont été sollicités par la Direction de l'économie sociale sur le dispositif SINE. Cette sollicitation s'est faite sur demande du Cabinet du Ministre Jeholet, en réflexion sur une possible modification de la mesure SINE.

Les travaux réalisés nous ont permis de répondre par des arguments forts en faveur du

maintien du dispositif SINE. Cette argumentation est notamment basée sur une analyse des profils des travailleurs SINE et des problématiques qui les touchent et impactent fortement leur employabilité.

Grâce à ces travaux, à vos réponses au questionnaire envoyé durant le mois de septembre et aux propositions du groupe de travail memorandum SINE, **nous avons pu proposer quelques simplifications, modifications du dispositif répondant au besoin du secteur mais garantissant son maintien.**

Une présentation des travaux et des résultats a été organisée en septembre lors du Groupe de Travail Memorandum de la Fédération sur la mesure SINE. De cette réunion ont découlé les recommandations dans le cadre du Memorandum d'Atout EI.

Pour terminer, nous avons rappelé notre volonté et disponibilité pour travailler en concertation avec le Cabinet du Ministre Jeholet et la Direction de l'Economie Sociale.

### **Décret-programme du 17/07/2018**

En 2018, le gouvernement wallon a entrepris de modifier une série de décrets applicables en région wallonne. La fédération a profité de cette possibilité pour défendre plusieurs mesures bénéfiques pour nos membres. Celles-ci ont été intégrées avec succès dans le décret-programme adopté par le Parlement wallon le 17 juillet 2018.

#### **Suppression de la notion de volume global de l'emploi en EI**

Au-delà de petites corrections d'écriture, une modification majeure est apportée au décret EI : **l'obligation d'augmenter le volume global de l'emploi par rapport à l'effectif de référence est supprimée des conditions de subventionnement des EI.** Désormais, le décret EI ne fait plus référence au maintien de l'effectif de référence mais intègre une nouvelle règle : **la règle du travailleur supplémentaire.**

Pour rappel, le décret EI précédent prévoyait l'obligation « *d'augmenter le volume global de l'emploi par rapport à l'effectif de référence et de maintenir cette augmentation pendant une période de minimum 3 ans au-delà de la période d'octroi de l'aide* ».

S'agissant d'une condition de subventionnement, le non-respect de celle-ci avait entraîné des retards dans la perception des subventions pour beaucoup d'entreprises et une demande de dérogation au maintien de l'effectif de référence avait pu être réalisée auprès du Ministre pour échapper au blocage de leurs subventions.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2017, l'administration avait décidé de ne plus vérifier le respect de cette obligation malgré son maintien dans les textes. Pour plus de sécurité juridique, l'administration et Atout EI ont soutenu la suppression de cette obligation par le décret-programme précité ainsi que son remplacement par la règle du travailleur supplémentaire.

#### **Transfert du De minimis vers un mandatement SIEG pour les IDESS**

Jusqu'alors, les subventions octroyées dans le cadre de l'agrément IDESS étaient considérées comme des aides *De Minimis*. Elles étaient, dès lors, soumises à un plafond fixé par la réglementation européenne. Celui-ci a rapidement empêché certaines structures de se développer.

Le décret-programme a modifié ce régime : le dispositif IDESS relève désormais d'un mandatement SIEG, régi par la Décision n°2012/21/UE de la Commission européenne datant du 20 décembre 2011. Concrètement, les subventions perçues par les entreprises dans le cadre du décret IDESS seront considérées par l'Union Européenne comme une forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion des services d'intérêt économique général.

Dès lors, plus aucun plafond ne leur sera appliqué. Les activités réalisées par les IDESS seront considérées comme des services qui visent à rencontrer des besoins sociaux et sociétaux insuffisamment satisfaits en offrant des services de proximité. Cela, en ayant recours à des travailleurs peu qualifiés et en favorisant l'association de ceux-ci à la gestion de l'IDESS.

### **Nouveau Code des sociétés et ASBL**

Nous avons suivi, par notre mandat au sein de Concert'ES, les travaux de la réforme du Code des sociétés et des Asbl initiée par le Ministre de la Justice, Koen Geens. Cette réforme avait pour objectif de réunir dans un seul et unique code le droit des sociétés et celui des Asbl.

Un élément important de cette réforme pour le secteur consiste en la suppression de la société à finalité sociale au profit d'un **agrément « entreprise sociale »**, accessible uniquement aux sociétés coopératives. Même si cet agrément semble constituer une solution pour la majorité de nos membres, la charge administrative liée à l'obtention d'un agrément ainsi que les conditions d'agrément elles-mêmes nous ont posé questions. De plus, rien ne justifiait, selon nous, que l'on écarte de façon si radicale la possibilité d'adopter un autre cadre juridique que la société coopérative.

C'est pourquoi, nous avons interpellé la Commission de droit commerciale et économique au sein de la Chambre des représentants afin de soutenir le maintien de la société à finalité sociale. En effet, nous avons estimé qu'il est important de conserver le statut de société à finalité sociale sans que celui-ci ne soit conditionné à l'obtention d'un quelconque agrément. Au-delà de l'outil juridique permettant de développer une forme d'entreprendre autrement, la SFS s'est imposée comme porteuse d'un message philosophique et d'une finalité sociale. Ce sont ces éléments, absents du projet de Loi, que nous avons défendu.

### **RGPD**

Entré en vigueur le 25 mai 2018, le RGPD définit une série de principes généraux, d'obligations et de droits en matière de traitement des données à caractère personnel de tout citoyen européen. Il a, ensuite, été complété par la Loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

La fédération a agi pour aider ses membres dans la compréhension de ses nouvelles obligations mais surtout dans **la formalisation de la mise en application de celles-ci. Une boîte à outils** a été mise à disposition des membres et comprend une série de modèles de documents, de clauses-types et d'un registre des activités de traitement pré-complété. Des

sessions de **formation** ont également été organisées et dispensées par l'IFAPME les 28/05 et 29/05.

La fédération a, par ailleurs, entamé la mise en œuvre d'une série de mesure en interne afin de se mettre également en conformité : via une mise à jour de sa Politique de protection des données à caractère personnel afin que nos membres sachent comment nous protégeons leurs données à caractère personnel. Nous recommandons donc de la lire attentivement et de la consulter régulièrement.

### **Services mutualisés**

En collaboration avec CAIPS, nous avons réalisé deux centrales de marché à destination des membres en vue de désigner une compagnie d'assurance et un secrétariat social. Les objectifs poursuivis étaient de négocier des services complets et adaptés aux besoins de nos membres ; réaliser des économies via une approche mutualisée ; négocier des contrats simples et avoir un interlocuteur privilégié au sein d'une compagnie.

Au regard des différents critères d'attribution des marchés (à savoir le prix, les garanties, les autres services inclus, la capacité à développer un partenariat durable ainsi que des critères d'ordre éthique et social), nous avons sélectionné :

- Compagnie d'assurance : **Ethias**
- Secrétariat social : **GroupS**

Ces deux marchés publics ont tous les deux débuté au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Comme convenu dans nos cahiers des charges, une réunion d'évaluation doit avoir lieu annuellement afin de faire un bilan sur l'année écoulée (nombre de membres ayant adhéré aux marchés, problèmes rencontrés, potentielles solutions, évolution de la collaboration, etc.). Dans cet objectif, Atout EI a rencontré le GroupS le 17 octobre 2018. Une rencontre avec Ethias est prévue début 2019.

### **Digitalisation – projet Digiserv**

Via notre mandat au sein de Concert'ES, Atout EI a participé au suivi et à l'accompagnement du projet Digiserv (clôturé fin 2018). Ce projet vise à analyser grâce à l'expertise d'un consortium de chercheurs **l'impact de la digitalisation sur les services à la personne**.

Ce projet est riche en enseignements pour le secteur, alors que la thématique constitue un enjeu majeur pour le développement de nos entreprises. Des actions seront prévues en 2019 en vue de disséminer les résultats du projet et d'accompagner les entreprises à entamer/continuer une transition vers le digital.

Plus globalement, les enjeux de la digitalisation pour nos entreprises sont importants c'est pourquoi nous avons décidé que nous travaillerons sur le sujet durant l'année 2019.

## Nos mandats

En tant que fédération intersectorielle représentative d'employeurs de l'économie sociale, notre mission principale est de représenter et défendre nos membres et leur intérêt. Cette mission prend forme principalement à travers divers mandats dont le nombre a sensiblement augmenté ces dernières années. Ceux-ci sont le témoin de la reconnaissance de la fédération comme un interlocuteur représentant le secteur. Ils sont essentiels parce qu'ils permettent d'influencer les orientations législatives ou sectorielles selon les réalités et besoins des entreprises.



15

### **Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale – COMES**

La Commission est chargée de remettre avis au Ministre sur les dossiers d'agrément/renouvellement/suspension ou retrait des EI, IDESS et agences-conseils. En 2018, elle s'est réunie 14 fois.

#### **Concernant les EI**

2 entreprises d'insertion ont renouvelé leur agrément (dont une en procédure d'agrément car non-respect du délai légal pour rentrer le dossier de renouvellement). 1 entreprise d'insertion s'est vue suspendre son agrément pour une période de 6 mois au terme de laquelle son agrément lui a été retiré. 3 entreprises ont demandé une dérogation du maintien de l'effectif pour des années antérieures, et cinq dossiers de validation

d'un critère pour la subvention « Mise en œuvre des principes de l'économie sociale » en EI ont fait l'objet d'un avis de la part de la Comes.

#### **Concernant les IDESS**

1 nouvel agrément IDESS a été octroyé pendant l'année. 3 IDESS ont connu un renouvellement de leur agrément, dont deux à durée indéterminée. 7 IDESS ont introduit une demande d'extension d'activités.

## Conseil Wallon de l'Economie sociale – CWES

Le CWES s'est réuni à 5 reprises (12/02, 26/02, 26/03, 2/07 et 24/09).

Il a rendu 2 avis d'initiative. Le premier relatif au **décret-programme** : le CWES a soutenu la proposition de simplification administrative pour les EI et le transfert du dispositif IDESS du De minimis vers un mandatement SIEG (cf. p12).

Le CWES s'est également penché sur le projet de **guide des dépenses éligibles** de la Direction générale opérationnelle de l'Economie, de l'Emploi et de la Recherche. Ce guide a pour objectif de déterminer les dépenses admises et celles non admises pour les subsides relevant du département de l'emploi et de la formation professionnelle. Le CWES a considéré que le guide tel qu'il était rédigé n'était pas de nature à améliorer le contrôle et la gestion des opérateurs. Le Conseil a donc attiré l'attention du Ministre sur une série d'éléments préoccupants. Il a appelé dans les meilleurs délais à une concertation avec les acteurs concernés afin de trouver un équilibre entre la légitimité d'un contrôle de l'utilisation des deniers publics et la nécessaire souplesse dont doivent pouvoir bénéficier les responsables de ces structures dans la gestion de leur entreprise.

## Concert'ES asbl

En 2018, Atout EI, en tant qu'administrateur de Concert'ES a participé à 6 Conseils d'Administration et 3 Assemblées générales. La fédération occupe, de manière supplémentaire, le mandat de Président de la concertation.

### Mémorandum

En vue de l'échéance électorale de 2019, Concert'ES a rédigé son mémorandum. Ce document se base sur les revendications des Fédérations membres et les discussions au sein des instances de Concert'ES. Ce mémorandum fait également le lien avec le plan de développement de l'économie sociale acté en 2017 par les membres de Concert'ES.

### Réforme du code des sociétés

Lancé en 2017 par le Ministre de la Justice, K.Geens, le projet de réforme du code des sociétés a poursuivi son chemin en 2018. Atout EI, via Concert'ES a suivi ces travaux de près. Grâce aux différentes actions de lobbying, la société coopérative est fortement reconnue pour ses spécificités et connaît aujourd'hui un chapitre propre dans le nouveau code.

### Travail bilatéral Atout EI – Concert'ES:

En plus des dossiers transversaux à l'ES, Atout EI et Concert'ES ont travaillé en commun à l'élaboration de propositions en vue de modifications portant sur des dispositifs qui concernent les membres d'Atout EI et notamment dans le cadre du Décret programme (Mandatement SIEG pour les IDESS, dispositif EI), la réforme APE, le mesure SINE, etc.

## **Jours fous de l'ES :**

Via Concert'ES, les fédérations et acteurs de l'économie sociale ont souhaité se mobiliser pour promouvoir leurs valeurs et faire découvrir leurs diversités, leurs services et leurs produits au grand public.



Les événements de clôture de la campagne de communication des Jours Fous de l'Economie Sociale se sont déroulés lors du weekend du 17 et 18 mars 2018. Plus de 120 structures sont venues présenter leurs biens et services au grand public, lors de salons organisés dans les provinces wallonnes et à Bruxelles.

Suite à ces événements de clôtures, Concert'ES, Atout EI et les fédérations partenaires ont travaillé à l'évaluation de cette première édition. Une proposition a ensuite été élaborée en vue de réaliser une nouvelle édition qui se déroulera en octobre 2019.

## **Economiesociale.be – Site Mutualisé :**

Le site mutualisé economiesociale.be a été lancé avec succès début 2019. Ce site se veut le portail d'information du secteur. Il regroupe appels à projets, information du secteur, offres d'emploi ainsi qu'un annuaire des entreprises de l'économie sociale. En parallèle à ce site portail, un site d'inspiration (transfo.be) a vu le jour dans le but de présenter l'actualité du secteur.

Atout EI a suivi et participé au développement de ces 2 sites internet lors des réunions entre les chargés de communication des fédérations membres de Concert'ES.

## **10 ans de la concertation :**

Le 20 novembre, l'ensemble du secteur a eu le plaisir de fêter le 10<sup>ème</sup> anniversaire de ConcertES et du décret wallon relatif à l'économie sociale. Pour célébrer cet anniversaire, un événement reprenant une exposition photos qui met en lumière l'économie sociale à travers 11 portraits d'entreprises sociales a été réalisée.



## **SCP 322.01 relative aux entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité**

Atout EI, comme tous les autres membres, a vu ses mandats renouvelés en CP322.01 pour une durée de 4 années. Dorénavant sont membres de la CP : D.MORRIER, I.COLINET, O.LABABSA et AS.CHRONIS. En 2018, 8 réunions ont eu lieu.

La sCP322.01 a prolongé certaines CCT relatives à la formation, la prime incitative, etc. Elle a également été sollicitée par le Ministre afin de rendre un avis sur les métiers en pénurie en confirmant que le métier d'AM est en situation de pénurie ou situation critique sur le

territoire et a proposé plusieurs mesures pouvant y remédier. Les syndicats ont également estimé que ce problème ne pouvait pas être envisagé sans tenir compte de la faisabilité du métier et la nécessité de soutenir les mesures d'aménagement de fin de carrière. Atout EI a rejoint cette position.

### **Fonds de formation sectoriel Titres-services et Fonds de soutenabilité**

Le Fonds soutenabilité a été créé au sein de Form TS afin de réaliser plusieurs actions visant à améliorer la faisabilité du métier d'aide-ménagère. Un plan d'actions sur plusieurs années a été défini. En 2018, les travaux du Fonds soutenabilité ont porté principalement sur la réalisation d'une étude « **Travail faisable et maniable dans le secteur des TS** » par Idea Consult.

Par ailleurs, Form TS a décidé de prolonger le projet « **Coaching 45+** » qui encourage le coaching, par des aide-ménagères de plus de 45ans, des jeunes travailleurs. Une nouvelle vague de formation a été lancée début 2019. Par ailleurs, des actions visant divers groupes à risque ont été lancées : des modules de formations interactives visant à développer les soft skills pour les jeunes travailleurs ; la volonté de proposer des formations à de jeunes réfugiés afin de les mettre à l'emploi ; le développement de contenu de formation digitaux.

### **Commission consultative d'agrément titres-services COMAG**

La COMAG a tenu 10 réunions tout au long de l'année. Sa mission première est l'examen des dossiers des entreprises TS. Durant l'année 2018, elle a traité :

- 20 nouveaux dossiers d'agrément ayant tous reçu un avis favorable.
- 19 dossiers analysés pour infraction
- 1 demande d'extension d'activités
- 24 dossiers présentés pour retraits d'office (liés à des situations de dettes)

Par ailleurs, elle a interpellé à plusieurs reprises le Ministre P-Y JEHOLET, en charge de l'Emploi, souhaitant une meilleure collaboration et communication avec son Cabinet ainsi qu'en sollicitant la mise à disposition du rapport d'évaluation du dispositif 2016 commandité par le Forem. En tant qu'organe consultatif, la COMAG ainsi que la Commission consultative fonds de formation TS, souhaitent en effet que le dispositif bénéficie de l'attention qu'il mérite et que les enjeux d'avenir du secteur soient pris en considération par le Ministre.

## **Services aux membres**

---

### **Offre de formations**

En 2018, nous avons proposé à nos membres 3 types de formation.

Un programme de **formation classique**, basé sur les besoins des membres, et comprenant 10 formations portant sur des thématiques variées comme le management, la gestion des équipes, les réglementations EI/IDESS ou encore le RGPD.

5 sessions de formations gratuites ont été dispensées par nos partenaires, **Ethias et le GroupS**, dans le cadre de notre collaboration.

- 16 sessions de formation se sont déroulées, regroupant 134 participants émanant de 55 entreprises.

Nous avons également testé, pour la 1<sup>ère</sup> fois, l'offre de **formation à destination des travailleurs en insertion**. Notre objectif étant d'aider les entreprises à atteindre les critères pour accéder à la subvention relative aux principes de l'économie sociale. Trois entreprises ont sollicité l'organisation de modules de formations.

## La communication

### Participation au GSEF (Forum mondial de l'ES) – Bilbao

Après Séoul et Montréal, le forum mondial de l'économie sociale s'est tenu début octobre 2018 à Bilbao, en Espagne. Ce Forum est une plateforme de partage et d'échange pour les gouvernements locaux et acteurs de la société civile engagés dans le soutien au développement de l'économie sociale. Cet évènement est l'occasion pour ces acteurs de venir découvrir et échanger autour d'initiatives développées localement.

Une importante délégation wallonne était présente sur place. Coordinée par Concert'ES, cette délégation comptait à la fois des fédérations d'économie sociale, des agences conseils, des responsables d'entreprise et des entrepreneurs sociaux. A cette belle délégation venait également s'ajouter une vingtaine d'étudiants du Master en Gestion des Entreprises Sociales de HEC-Liège.



Atout EI était présent et a participé à des ateliers/conférences relatives à des initiatives locales en matière d'insertion socioprofessionnelle. Nous étions également présents pour représenter le projet VISES (Valorisation de l'impact social des entreprises d'économie sociale) et rencontrer un grand nombre d'acteurs de l'économie sociale.

## Analyse statistique du secteur des EI

Chaque année, nous réalisons un état des lieux des EI wallonnes sur base des données récoltées via les comptes déposés à la BNB. Il s'agit donc des données relatives à l'année 2017. Elle apporte des informations sur l'ampleur du secteur (nb d'entreprises, emplois, etc.) mais aussi sur la situation financière des entreprises. Elle permet d'avoir une vue d'ensemble du secteur et de suivre son évolution. Elle est transmise aux membres en mai 2019.

## 3 – Nos projets

### VISES 2015-2020

---

Le projet VISES - Valoriser l'Impact Social de l'Entrepreneuriat Sociale réunit 21 partenaires wallons, flamands et français.

Ce projet a pour objectif stratégique de **construire un dispositif d'évaluation et de valorisation de l'impact sociale des entreprises sociales (dont les EI et IDESS)**.

Cet objectif se s'envisage sur deux niveaux :

- Au niveau micro : nous visons à proposer un accompagnement individualisé aux entreprises sociales pour rendre compte de leurs spécificités
- Au niveau macro : nous souhaitons armer le secteur de l'ES par rapport à la problématique de rendre compte de son impact social

L'année 2018 a permis au projet de franchir une étape : passer de la conception à l'expérimentation du dispositif.

- 90% des entreprises testeuses (soit 64 entreprises testeuses au total, **10 pour Atout EI**) ont été recrutées et se sont lancées dans la recherche action. Nous avons également testé une méthode **d'accompagnement collectif** des entreprises dans la collecte des données.
- La mise en place, et la réalisation des collectes de données ainsi que les 1<sup>ère</sup> analyses des résultats ont pu être réalisées en 2018 pour les entreprises les plus avancées dans la démarche
- En tant que coordinateur du pôle insertion, nous avons travaillé à la mise en commun des travaux des différents opérateurs de l'insertion dans le but de dégager des réflexions et des résultats communs pour l'insertion
- Planification et mise en place de l'essaimage du projet qui aura effectivement lieu en 2019. Nous avons travaillé avec les partenaires à l'élaboration d'un mémorandum commun sur l'impact social, sur le cadrage du lobbying politique, vidéos thématiques, rédaction de documents, etc.

L'année 2019 sera celle de l'essaimage du dispositif d'évaluation de l'impact social auprès des entreprises, auprès des décideurs politiques et des parties prenantes.

### Demain, l'entreprise d'insertion

---

L'émergence de nouveaux modèles économiques et les modifications en profondeur du marché du travail nous amènent à questionner notre modèle, que nous défendons par ailleurs. En tant que Fédération sectorielle, nous souhaitons garantir la viabilité économique de nos entreprises ainsi que les missions d'insertion et d'encadrement social des travailleurs. Pour ce faire, nous avons lancé fin 2017 un **grand chantier de réflexion pour élaborer un nouveau modèle économique**. Celui-ci devra permettre aux entreprises d'insertion de

rester compétitives tout en garantissant leurs missions de formation, d'accompagnement et d'encadrement des travailleurs. Ce nouveau modèle devra être en phase avec les réalités du marché du travail et le modèle économique qui prédominera dans les prochaines années.

Ce projet s'articule autour de la tenue de plusieurs séminaires thématiques, alimentés par des contributeurs externes :

1. Le marché de l'emploi et l'insertion vu sous l'angle de nos travailleurs. Quel accompagnement proposer vers l'emploi ? Contributeurs : Forem et IWEPS (novembre 2017)
2. L'obsolescence des travailleurs, formation continue et employabilité : Quels besoins pour un public peu qualifié ? Contributeurs : Cefora et Digital Wallonia (mars 2018)
3. Quelle place pour l'insertion socio-professionnelle dans les modèles nouveaux modèles de l'économie comme celui de la fonctionnalité, collaborative et la silver économie ? Contributeur : AMEF (Forem) et CEPAG (juin 2018)
4. Des plateformes d'insertion, une forme d'externalisation de l'accompagnement des travailleurs via une plateforme Entreprise d'Insertion ou assimilée ? Des indépendants en insertion ? Contributeur : LENTIC et CIRTES (Septembre 2018)
5. Quel modèle de gouvernance, de financement et de participation ? Contributeurs : les Agences Conseils (juin 2019)
6. Réflexion sur l'adaptabilité du dispositif et l'innovation (juin 2019).

Un rapport global de la réflexion sera rédigé durant l'été 2019.

En rapport à cette thématique de réflexion sur le futur du modèle entreprise d'insertion et le développement de nouvelles activités, nous avons organisé en partenariat avec Propage une journée de visites de coopératives immobilières le 03 juillet. Cette journée a permis aux responsables d'entreprise d'insertion présents de rencontrer et d'échanger avec les porteurs de ces projets.

Pour terminer, Atout EI a participé au **32<sup>ème</sup> congrès international du CIRIEC** à qui s'est déroulé à la fin du mois de mai à Liège. Cet évènement portait sur la thématique de la révolution numérique au sein de l'économie publique, sociale et coopérative. L'évènement a permis de confronter les analyses et réflexions d'experts scientifiques et de responsables politiques, économiques et sociaux venant de différents pays.

## Liste des membres (31/12/2018)

ENTREPRISE	STATUT	SECTEUR D'ACTIVITE	PROVINCE
<b>ADIEU POUSSIÈRES CENTRE ET BORINAGE SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>ADM VILLAGE N°1 ENTREPRISES SA FS</b>	EI	SERVICES AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS	BW
<b>ALPHA SERVICES LIEGE SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	LIE
<b>A'TOUT FER SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>AU PLUS NET SCRL FS</b>	EI	NETTOYAGE PROFESSIONNEL	NA
<b>AYWAILLE VERVIERS SERVICES SCRL FS</b>	IDESS	BATIMENT - ENTRETIEN DES ESPACES VERTS	LIE
<b>BESOIN D'AILE SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>BIP EXPRESS SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	LIE
<b>BOTHANET SERVICES SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>BTEAM Village n°1 ENTREPRISES SA FS</b>	EI	TITRES-SERVICES ET SERVICES AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS	BW
<b>CAIPS</b>	FEDE		LIE
<b>CLIC &amp; NET SERVICES SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>COMET SERVICES SCRL FS</b>	EI	TRI ET RECYCLAGE	HAI
<b>CORTIBAT SCRL FS</b>	EI	BATIMENT	LIE
<b>CORT'IDESS SCRL FS</b>	EI - IDESS	PETITS TRAVAUX - ENTRETIEN DES ESPACES VERTS	LIE
<b>COULEUR TERRE SCRL FS</b>	EI	BATIMENT	NA
<b>CPAS de BEYNE (HOME SERVICES)</b>	IDESS	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS - PETITS TRAVAUX - TAXI SOCIAL	LIE
<b>CPAS de BINCHE - IDESS</b>	IDESS	TAXI SOCIAL - ENTRETIEN DES ESPACES VERTS	HAI
<b>CPAS de FLERON - IDESS</b>	IDESS	BATIMENT- ENTRETIEN DES ESPACES VERTS	LIE
<b>CPAS de PRIMONT - IDESS</b>	IDESS	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS - PETITS TRAVAUX - TAXI SOCIAL	LIE

<b>CPAS de VIROINVAL - IDESS</b>	IDESS	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS - TAXI SOCIAL	NA
<b>DEFI + SCRL FS</b>	EI	SERVICES AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS	HAI
<b>DEFI ONE SCRL FS</b>	EI	SERVICES AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS	HAI
<b>DURECO SCRL FS</b>	EI	TRI ET RECYCLAGE	LUX
<b>ECODIPAR SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES – NETTOYAGE PROFESSIONNEL – ENTRETIEN DES ESPACES VERTS	LIE
<b>EKOSERVICES BELGIQUE SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>EKOSERVICES BRABANT WALLON SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	BW
<b>EKOSERVICES REGION DU CENTRE SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>EKOSERVICES WALLONIE PICARDE SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>ESIOL SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>EURO SERVICES QUALITE</b>	IDESS	BATIMENT - ENTRETIEN DES ESPACES VERTS - TAXI SOCIAL	HAI
<b>FEBECOOP</b>	FEDE		BX
<b>FERVET OPUS SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	NA
<b>FESTA SERVICES SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>FORCE 8 SCRL FS</b>	EI	NETTOYAGE INDUSTRIEL	BW
<b>G'ESTIME2 SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>HAUTE MEUSE NET SERVICES 2 SCRLFS</b>	EI	TITRES-SERVICES	LIE
<b>HO+ SCRL FS</b>	EI	NETTOYAGE PROFESSIONNEL	HAI
<b>HOME NET SERVICE SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	LIE
<b>ISOPROJECT SCRL FS</b>	EI	BATIMENT	HAI
<b>JEFAR T. SERVICES SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	LIE
<b>LA COOPERATIVE DE LA SAVONNERIE SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	NA
<b>LA LOCOMOBILE SCRL FS</b>	EI - IDESS	TAXI SOCIAL	LUX
<b>LA MAISON DES SERVICES SCRL FS</b>	EI - IDESS	TITRES-SERVICES	HAI
<b>LA PETITE FEE DU LOGIS SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>LA RESSOURCERIE LE CARRE ASBL</b>	IDESS	MAGASIN SOCIAL	HAI

<b>LA RESSOURCERIE NAMUROISE SCRL FS</b>	EI	TRI ET RECYCLAGE	NA
<b>LA TABLE DES HAUTES ARDENNES SCRL FS</b>	EI	HORECA	LUX
<b>LE GRAND MENAGE SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>LES COUPS DE POUCE 2 SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>LES COUPS DE POUCE FLEURUSIENS SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>LES FEES DU SERVICE SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	LIE
<b>LES LAVANDIERES DU BONALFA SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	LUX
<b>MADAME EST SERVIE HUY SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	LIE
<b>MAXINET-CENTRE</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>MDM FACILITIES SCRL FS</b>	EI	MAINTENANCE ET NETTOYAGE INDUSTRIEL	HAI
<b>META SERVICES SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	LIE
<b>MEUSINSER</b>	EI	MAINTENANCE ET NETTOYAGE INDUSTRIEL	LIE
<b>MOUSCRON SOLIDARITE SERVICES SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>NAMOCLEAN SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	NA
<b>NATISE SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	NA
<b>NELTANE SCRL FS</b>	NEI	BATIMENT - ECO CONSTRUCTION	HAI
<b>NETTOYAGE &amp; PROPRETE SCRL FS</b>	EI	NETTOYAGE INDUSTRIEL	LIE
<b>NEUPRE NET SERVICES SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	LIE
<b>PICOBEL'EAU SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	NA
<b>POLE DES SERVICES SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	NA
<b>PROGRESKOM SCRL FS</b>	EI - IDESS	BOIS - PETITS TRAVAUX, ENTRETIEN DES ESPACES VERTS, TAXI SOCIAL, NETTOYAGE ASBL	LUX
<b>PROP'HOUSE SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>PROXEMIA SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>PROXISERVICE SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>RAPPEL SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES et TRI ET RECYCLAGE	BW
<b>RECMA SCRL FS</b>	EI	TRI ET RECYCLAGE	LIE
<b>RECOL'TERRE SCRL FS</b>	EI	TRI ET RECYCLAGE	LIE



<b>RES ASBL</b>	FEDE		LIE
<b>SAMBRE-SERVICES 2 SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>SAMBRE-SERVICES SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>SAW-B ASBL</b>	FEDE		HAI
<b>SECONET SCRL FS</b>	EI	NETTOYAGE PROFESSIONNEL	HAI
<b>SECOPASS SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>SERESA SUPPORT SCRL FS</b>	EI	SERVICES AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS	HAI
<b>SERVI+ SCRL FS</b>	EI	SERVICES AUX ENTREPRISES	LIE
<b>SERVIDIS SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	LIE
<b>SINAP SERVICES SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>SODALIS CORPORATION SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>SOFIE SCRL FS</b>	EI	TRI ET RECYCLAGE	LIE
<b>STAV'CLEAN SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	LIE
<b>STEPPE SERVICES SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	LIE
<b>THUDI'VERT SERVICES (L'ESSOR ASBL)</b>	IDESS	BATIMENT - ENTRETIEN DES ESPACES VERTS	HAI
<b>TOP'NET SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>TRINK HALL CAFE SCRL FS</b>	EI	HORECA	LIE
<b>TRI-TERRE SAFS</b>	EI	TRI ET RECYCLAGE	LIE
<b>TRUSQUIN TITRES SERVICES SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	LUX
<b>VIT'ALE MANNE SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	HAI
<b>VITALITE SERVICES BELGIQUE SCRL FS</b>	EI	TITRES-SERVICES	LIE

## Partenaires d'Atout EI



### CAIPS

La Concertation des Ateliers d'Insertion Professionnelle et Sociale est une Fédération représentant les Organismes d'Insertion Socioprofessionnelle (OISP), les Entreprises de Formation par le Travail (EFT) et auparavant les Entreprises d'Insertion (EI).



### R.E.S.

Le Réseau d'Entreprises Sociales (RES) est un réseau composé d'entreprises d'économie sociale qui visent la création d'emplois durables et la promotion de la participation des travailleurs dans la société.



### FEBECOOP

FEBECOOP promeut les valeurs de l'entrepreneuriat coopératif et d'économie sociale auprès des milieux politique, économique, académique et institutionnel et défend ses membres en exerçant des représentations sur les plans européen, fédéral et régional.



### SAW-B, Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises

L'asbl SAW-B, Solidarité des alternatives wallonnes et bruxelloises, est une Fédération <sup>26</sup> d'économie sociale pluraliste. Sa mission est de soutenir le développement d'une économie centrée sur le respect de l'humain et de l'environnement.